

**L'AUTRE « MYSTÈRE DE QUÉBEC ». REGARDS SUR UNE  
MUTATION ÉCONOMIQUE ÉTONNANTE (AVEC QUELQUES  
MOTS SUR LA RENCONTRE DES DEUX MYSTÈRES)**

**Mario Polèse**

**Inédit / *Working paper*, n° 2011-05**

**Centre - Urbanisation Culture Société**

**INRS**  
Université d'avant-garde

**[www.ucs.inrs.ca](http://www.ucs.inrs.ca)**



**L'AUTRE « MYSTÈRE DE QUÉBEC ». REGARDS SUR UNE MUTATION  
ÉCONOMIQUE ÉTONNANTE (AVEC QUELQUES MOTS SUR LA  
RENCONTRE DES DEUX MYSTÈRES)**

**Mario Polèse\***

*Première version d'un texte soumis à la revue Recherches sociographiques*

*\* Titulaire de la Chaire de recherche senior du Canada en Études urbaines et régionales. L'auteur remercie le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSHC) de son aide financière.*

Institut national de la recherche scientifique  
Centre - Urbanisation Culture Société  
Montreal

Septembre 2011

Mario Polèse  
[mario.polese@ucs.inrs.ca](mailto:mario.polese@ucs.inrs.ca)

Centre - Urbanisation Culture Société  
Institut national de la recherche scientifique  
385, rue Sherbrooke Est  
Montréal (Québec) H2X 1E3

Téléphone : (514) 499-4000  
Télécopieur : (514) 499-4065

[www.ucs.inrs.ca](http://www.ucs.inrs.ca)

*Ce document peut être téléchargé sans frais à :*  
[www.ucs.inrs.ca/sites/default/files/centre\\_ucs/pdf/lnedit05-11.pdf](http://www.ucs.inrs.ca/sites/default/files/centre_ucs/pdf/lnedit05-11.pdf)

## **Abstract**

*An examination of Quebec City's surprising economic turn-around and its political repercussions*

The expression “mystère de Québec” (The mystery of Quebec City) has recently entered the political vocabulary, describing the supposedly bizarre behaviour of Quebec City voters, tending to lean towards the right, ideologically, and generally rejecting sovereignty. There is also another “mystery”, this one economic. Over the last fifteen years, the greater Quebec City area has undergone surprising economic growth. This paper describes that evolution and puts forward various explanations. Quebec City's economic restructuring mirrors trends observed elsewhere that favour the growth of mid-sized cities. However, the key to Quebec City's success is, we suggest, the decline of the weight of the public sector in the region's economy, in turn fostering more competitive labour market conditions. We end with thoughts on the relationship between the two “mysteries”. In a nutshell, growing regions rarely lean towards the left.

## **Key Words:**

Quebec City, Urban Economics, Politics, Quebec

---

## **Résumé**

Le terme « mystère de Québec » est entré dans le vocabulaire politique pour qualifier le comportement, supposément bizarre, de l'électorat de la grande région de Québec, électorat qui penche vers droite, réfractaire au discours souverainiste. Il existe aussi un autre « mystère », celui-là économique. Depuis une quinzaine d'années, la grande région de Québec connaît un essor économique étonnant. Nous décrivons ici ce virage et proposons des éléments d'explication. Le succès de Québec s'inscrit dans des grandes tendances, observées aussi ailleurs, qui favorisent les villes moyennes. Toutefois, la clé du « miracle » économique de Québec se trouve, c'est la thèse défendue ici, dans le déclin du poids de la fonction publique et, par ricochet, dans l'évolution du marché du travail, devenu plus compétitif. Nous terminons par une réflexion sur le lien entre les deux « mystères ». En bref, les régions prospères votent rarement à gauche.

## **Mots clés :**

Ville de Québec, Économie, Québec, Politique



## **INTRODUCTION : LE « MYSTÈRE »**

Suite aux résultats du referendum de 1995 et, ensuite, des élections provinciales de 2007, des observateurs de la scène politique québécoise ont commencé à parler du « Mystère – ou Énigme - de Québec » (Blondin 2007, Gagné et Langlois 2005, Lamontagne 2011, Langlois 2007, Lessard 2008, Pelletier 2006, Vaugois 2007). Le « Mystère » fait référence au comportement électoral des citoyens de la région de Québec; à savoir (en caricaturant un peu), un électorat qui boude la souveraineté, vote à droite, facilement séduit par des discours populistes. Le PQ n'y a conservé qu'un seul siège aux élections provinciales de 2007, comme en 2008. C'est à Québec et dans les régions qui l'entourent qu'on trouve les appuis les plus forts à l'ADQ et au Parti conservateur. « Mystère », parce-que ce comportement politique cloche avec l'image de Vieille Capitale, ville bourgeoise, peuplée de fonctionnaires (francophones), clientèle naturelle des souverainistes et des partis de gauche.

Il existe aussi un autre « Mystère de Québec », dont il sera question ici. La grande région de Québec connaît, depuis une quinzaine années, un essor économique franchement étonnant, essor qui ne s'explique pas facilement. Nous proposons ici des éléments d'explication. Nous lançons aussi l'idée que les deux « mystères » sont liés. Le comportement électoral de la population de Québec n'est pas sans lien avec la transformation de l'économie régionale aux cours des dernières décennies.

## **LE MIRACLE ÉCONOMIQUE DE QUÉBEC**

Je parle de « miracle » pour cause. La région métropolitaine (RMR) de Québec<sup>1</sup> affichait en 2010 le plus bas taux de chômage (moyenne annuelle) des vingt-huit régions métropolitaines du Canada, plus bas qu'à Calgary, Toronto ou Montréal. Du jamais vu. Les premiers chiffres pour 2011, sortis au moment de la rédaction de ce texte, confirment le dynamisme du marché de l'emploi de Québec, comparé aux autres villes du pays. Que s'est donc passé?

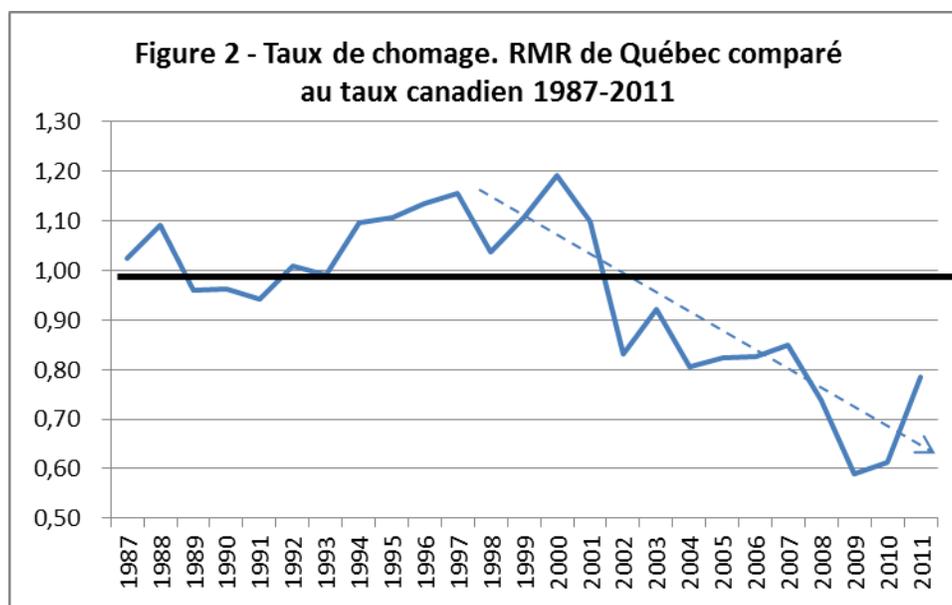
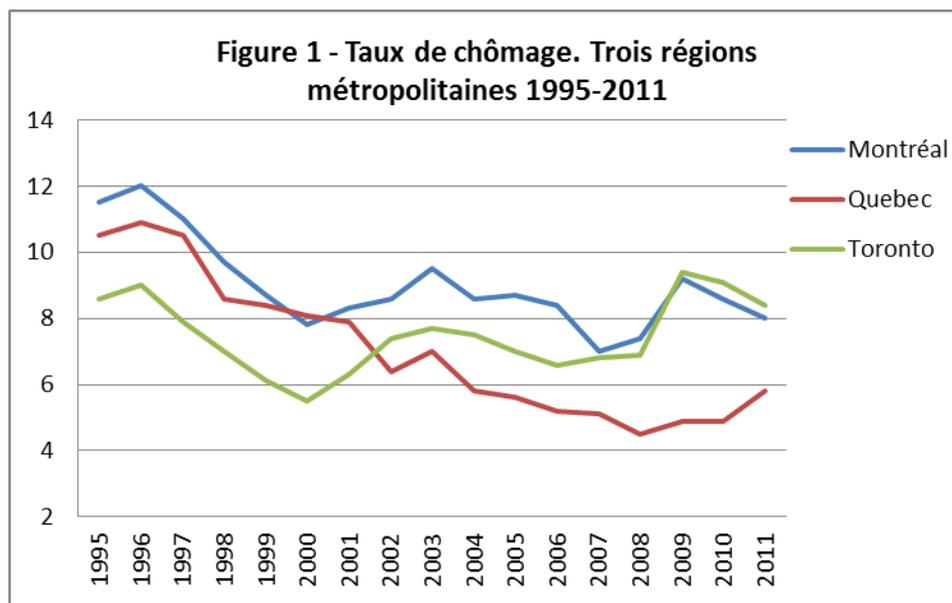
À la recherche d'une réponse, nous nous tournons d'abord vers l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada (EPA 2011), source unique de pour suivre l'évolution annuelle (même mensuelle) de l'emploi pour les principales régions urbaines canadiennes. L'avantage principal de cette source, constamment mise à jour, réside, précisément, dans la possibilité de faire le suivi de l'évolution des économies urbaines sur une base continue. Toutefois, elle comporte aussi des lacunes. C'est une enquête et non-pas un recensement; si bien que des fluctuations annuelles sont parfois davantage le reflet des aléas de l'échantillonnage que de

---

<sup>1</sup> Partout dans ce texte, l'unité d'observation est la région métropolitaine de recensement (RMR) de Québec, telle que définie par Statistique Canada, et pour cause. Les analyses de marchés d'emplois n'ont du sens que pour des marchés intégrés de travail. Les résidents de Lévis, à titre d'exemple, font partie du même marché de travail que les résidents de la Ville de Québec (municipalité).

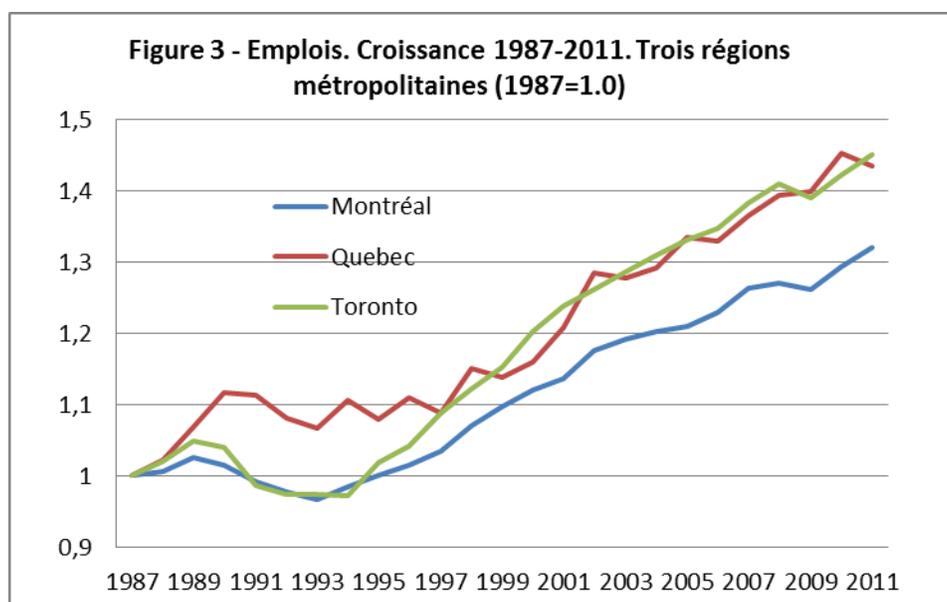
tendances réelles, notamment pour des petites unités d'observation (des petites villes). Par le même biais, les données sont surtout utiles pour analyser des grands agrégats (des secteurs d'activité économique, en l'occurrence); raison pour laquelle, pour des analyses sectorielles plus fines, nous examinerons, dans un deuxième temps, des données tirées des recensements canadiens. Le recensement nous permet aussi de remonter plus loin dans le temps. Toutefois, il comporte le désavantage, du moins au moment de la rédaction, de s'arrêter en 2006.

Les figures 1 à 5, qui suivent, s'appuient sur EPA (2011); les autres sur six recensements de 1971 à 2006 à partir de compilations spéciales de Statistique Canada<sup>2</sup>.



<sup>2</sup> Pour plus de détails sur les séries statistiques, veuillez communiquer avec l'auteur.

Les figures 1 et 2 illustrent l'évolution du taux de chômage à Québec depuis 1995, comparé à Montréal et à Toronto<sup>3</sup>, et depuis 1987, comparé à la moyenne canadienne, date du début de l'EPA. La figure 1 annonce une véritable rupture de tendance. Encore en 2001, Toronto affichait un taux de chômage plus bas que les deux métropoles québécoises, dont les marchés de l'emploi étaient manifestement moins dynamiques. Toutefois, depuis 2002 le taux à Québec commence à diverger des deux grandes métropoles, avec des niveaux de chômage systématiquement plus bas. Une légère remontée et perceptible à partir de 2009, reflet des séquelles de la récession globale de 2007-2009 (nous y reviendrons). Mais, la région de Québec continue à afficher un marché de l'emploi sensiblement plus favorable que celui les deux autres métropoles. La rupture de tendance ressort encore plus clairement sur la figure 2. Jusqu'en 2001, le chômage à Québec était, en règle générale, au-dessus de la moyenne canadienne. Depuis, il s'en éloigne, quoique là encore les résultats depuis 2009 annoncent un possible revirement. Il est davantage probable qu'il s'agit d'un mouvement conjoncturel, en rappellent aussi les aléas de l'échantillonnage propres à l'EPA. La tendance structurelle, favorable à Québec, est forte, comme nous le verrons.



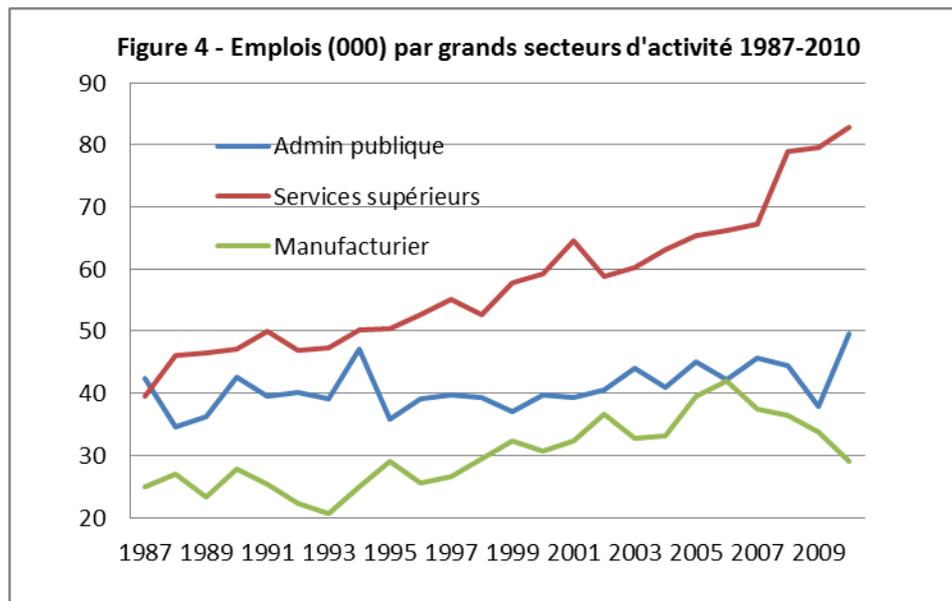
La vraie mesure du « miracle » de Québec se voit à la figure 3. Québec affiche des taux « torontois » de croissance depuis plus d'une décennie. Le virage remonte à 1995, signe transformations qui vont au-delà de mouvements purement conjoncturels. C'est Montréal qui ressort comme cancre de la classe. La région de Québec enregistre systématiquement, depuis une

<sup>3</sup> Conformément à la note 1, les villes nommées réfèrent toujours à des régions métropolitaines de recensement (RMR).

quinzaine d'années, une croissance de l'emploi plus forte de celle de Montréal. Cette tendance, favorable à Québec, semble vouloir se maintenir, l'annonce, qui sait, d'un changement (lent certes) à long-terme dans le rapport entre les deux villes.

Comment expliquer le succès économique de Québec comparé à Montréal? Les choix politiques y sont sans doute pour quelque chose. Force est de constater que, depuis plusieurs années, Québec a connu des administrations municipales plus dynamiques que Montréal. Je ne peux pas m'empêcher signaler les réalisations, notamment, de l'administration de Jean-Paul L'Allier (1989-2005), dont l'obtention de l'Assemblée nationale d'une subvention annuelle à la Ville de Québec, la revitalisation du Quartier St-Roch, devenu véritable foyer de haute-technologie, et la réforme (fusion) municipale de 2002, franchement mieux réussie qu'à Montréal? Résultat : le Grand Québec se trouve aujourd'hui avec une structure de gouvernance régionale nettement plus fonctionnelle que celle de Montréal.

Il est impossible de donner un poids à de tels facteurs dans l'explication du succès économique de Québec. Dans l'analyse qui suit, nous mettons l'accent sur des explications à caractère économique, quoique la politique n'est jamais loin.

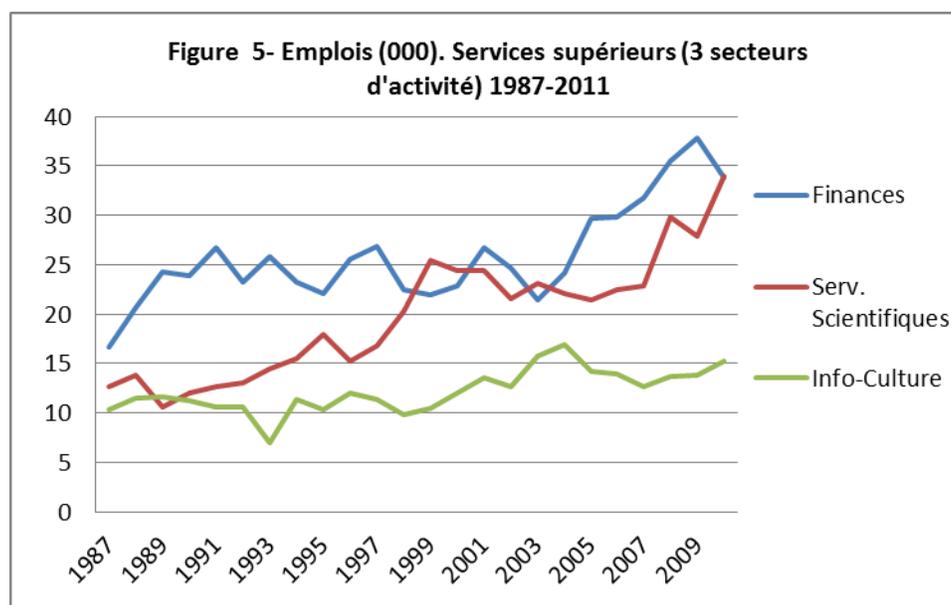


## DE VILLE DE FONCTIONNAIRES À VILLE INDUSTRIELLE

Où se trouvent les principales sources de croissance du Grand Québec? Commençons par un regard sur les tendances par grand agrégat sectoriel. La figure 4 illustre l'évolution de l'emploi pour les deux piliers classiques de la base économique des régions urbaines – les industries

manufacturières et les services supérieurs<sup>4</sup> - à savoir, des secteurs d'activité dont une proportion importante de la production (biens ou services) s'exporte à l'extérieur de la région. Nous y avons ajouté l'administration publique (dont environ 70% de l'emploi se trouvent dans la fonction publique québécoise); elle fait tout autant partie de la base économique de la région, dans la mesure où les services fournis sont payés majoritairement par des consommateurs (ou plutôt des contribuables) de l'extérieur de la région, au même titre que des services financiers ou des services de génie-conseil produits dans la région, mais destinés à des consommateurs ailleurs.

La source de la croissance de l'emploi à Québec ne se trouve pas (ou plus) dans l'administration publique. Depuis un quart de siècle le niveau d'emploi dans l'administration publique oscille autour de 40 000 à 45 000, nonobstant des haut et bas conjoncturels (figure 4). Elle était la plus importante des trois il y a un quart de siècle, le principal pilier de la base économique de la Vieille Capitale. Ce n'est plus le cas. Depuis 1993 (creux de la récession de l'époque), l'emploi manufacturier a connu une montée continue jusqu'en 2006, dépassant presque l'emploi dans l'administration publique, mais victime depuis de la récession globale qui a frappé l'ensemble du secteur manufacturier canadien. C'est surtout le secteur manufacturier qui a été touché par la récession, très dépendant du marché américain. La croissance de l'emploi dans les services supérieurs, toutefois, est restée ininterrompue. Ce grand secteur d'activité compte aujourd'hui pour deux fois plus d'emplois que l'administration publique.



<sup>4</sup> Les principaux composantes des services supérieurs sont analysées plus loin.

À la figure 5, le grand secteur des services supérieurs est décomposé en trois secteurs, conformes aux définitions de l'EPA : le *secteur financier* (banques et institutions assimilées, assurances, gestion immobilière), *les services professionnels, scientifiques et techniques* (firmes informatiques, divers services-conseil, R &D, ainsi que des services plus traditionnels comme les bureaux d'avocats et agences de publicité); le secteur *information, culture et loisirs*, qui comprend notamment la radio et télévision, les autres médias d'information et des activités reliées aux arts et aux spectacles. Ce dernier secteur est de loin le plus petit des trois, et aussi celui qui croît le moins vite. Ce constat peut étonner, car en porte-à-faux avec l'image de Québec, ville de culture et d'artistes. Il serait difficile de prétendre, à regarder la figure 5, que les arts et la culture sont des moteurs importants de l'économie de Québec. Pour les grandes sources de croissance, il faut regarder ailleurs.

Le secteur financier et les services professionnels, scientifiques et techniques (désormais « services scientifiques » pour faire court) ont, tous les deux, connu une forte progression; mais avec des trajectoires différentes. Le secteur financier a surtout décollé après 2001, porté par la bulle financière globale, mais sans être trop affecté par la récession globale de 2007-2009, à l'image de l'ensemble de secteur financier canadien. La baisse soudaine en 2010, visible sur la figure 5, s'interprète difficilement. Il s'agit, en tout probabilité, d'un événement conjoncturel, en rappellent à nouveau les aléas de l'échantillonnage propres à l'EPA; d'autant plus que la baisse de 2010 ne correspond pas à la tendance canadienne pour le secteur financier. Toujours est-il que le secteur financier, plus encore que d'autres services supérieurs, est sensible aux cycles économiques. Le secteur de la finance de la région de Québec, dont les points forts sont les assurances et le Mouvement Desjardins, n'échappe pas à cette réalité.

Les services scientifiques, dont la croissance est tout aussi impressionnante, ont suivi une autre trajectoire. D'abord emportés par le boom techno (« dot.com ») des années 1990, brusquement interrompu en 2000 (on se rappellera de la chute du géant techno canadien Nortel), mais repartis en 2005, les emplois dans les services scientifiques continuent à monter; jusqu'à où il est impossible à dire. S'ils poursuivent leur croissance, les services scientifiques compteront bientôt pour plus d'emplois que la fonction publique.

Bref, l'économie de la région de Québec est en pleine mutation. Mais, cela ne nous dit toujours pas pourquoi. Pour cela, nous devons aller au-delà des tendances conjoncturelles. Nous nous tournons maintenant vers des informations sur un horizon plus long, en situant les mutations de l'économie de Québec dans des tendances générales, propres aux économies urbaines modernes.

## RETOUR SUR UN PASSÉ PLUS LOINTAIN

Les informations présentées dans les figures 6 à 12 couvrent la période 1971-2006, pour laquelle nous possédons des données normalisées dans le temps, tant pour les définitions sectorielles que géographiques<sup>5</sup>. Elles nous permettent d'examiner des transformations structurelles dans les temps, mais aussi les déplacements d'activités économiques entre villes ou régions. La RMR de Québec est comparée à un univers de référence composé de 135 RMR et Agglomérations de Recensement (AR), telles que définies par Statistique-Canada; soit, des régions urbaines avec des populations supérieures à 10 000 habitants en 2006. Cependant, avant de commencer l'examen des données, il convient de rappeler quelques tendances en géographie économique, communes à toutes les sociétés dites développées. Nous en profiterons aussi pour faire un bref retour sur un passé plus lointain.

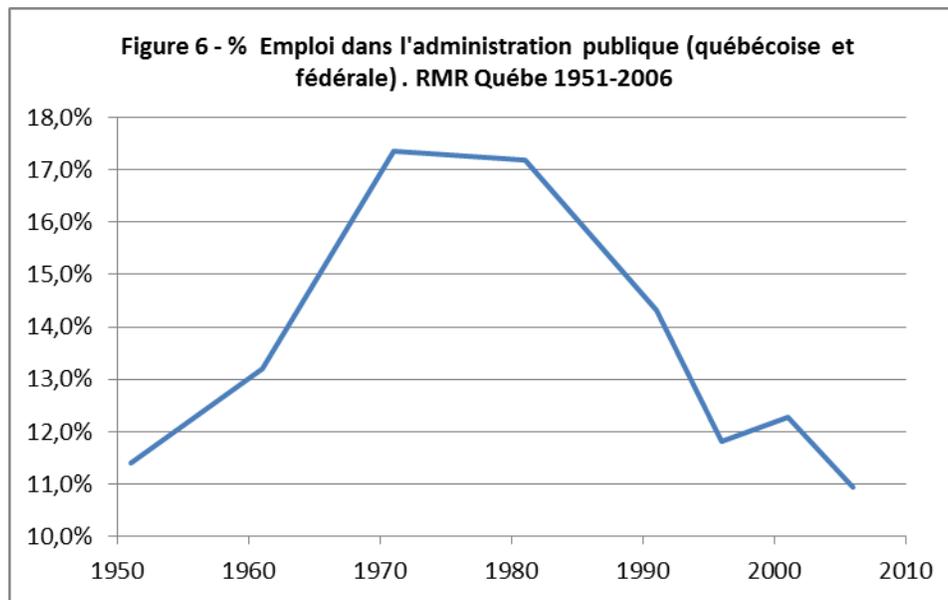
Depuis les années 1950, toutes les sociétés développées ont connu une tertiarisation progressive de leurs économies. Cette tertiarisation ne se traduit pas seulement par un accroissement de la part du secteur tertiaire dans l'économie nationale (75% à 80% de l'emploi dans la plupart des pays), mais aussi par une concentration progressive des emplois dans les services supérieurs dans les plus grandes métropoles, dont les tours à bureaux des centres-villes sont les manifestations visibles. Cette concentration dans les plus grandes villes se traduit par des prix immobiliers et par des salaires plus élevés; ce qui à son tour provoque un exode des activités moins capables de supporter les prix élevés de la grande ville. En économie, les avantages sont toujours *relatifs*; si bien qu'on observera un déplacement progressif vers des villes plus petites (dont les coûts immobiliers et salariaux sont *relativement* plus bas) des activités *relativement* plus sensibles aux prix immobiliers et aux salaires. Ce déplacement touche au premier plan les industries manufacturières, grandes utilisatrices d'espace (donc plus sensibles aux prix fonciers), et les industries qui ne recherchent pas nécessairement une main-d'œuvre ultra-spécialisée. Le résultat se voit dans une désindustrialisation des grandes métropoles et, en parallèle, dans la spécialisation de villes moyennes dans des industries manufacturières à moyen contenu technologique.

Cette dynamique spatiale est aujourd'hui bien comprise et bien documentée pour plusieurs pays (Desmet et Fafchamps 2005, Henderson 1997, Henderson *et al* 2001, Ingram 1998, Gagné *et al* 2005, Polèse et Shearmur 2009). Le Canada n'y échappe pas (Polèse et Shearmur 2006). Les industries manufacturières comptaient pour 38% de l'emploi de la région montréalaise en 1951 contre 18% en 1991 et 14% en 2006 (Polèse 2009). La région de Québec, quoique moins industrialisée que Montréal, a également traversée une phase de désindustrialisation, la part du manufacturier dans l'emploi régional passant de 24% en 1951 à 9% en 1991, *mais* avec une

---

<sup>5</sup> Cette normalisation est le fruit d'un travail continu, renouvelé à chaque recensement. Ce n'est pas le travail d'une seule personne. Je tiens tout particulièrement à remercier Richard Shearmur à l'INRS à Montréal.

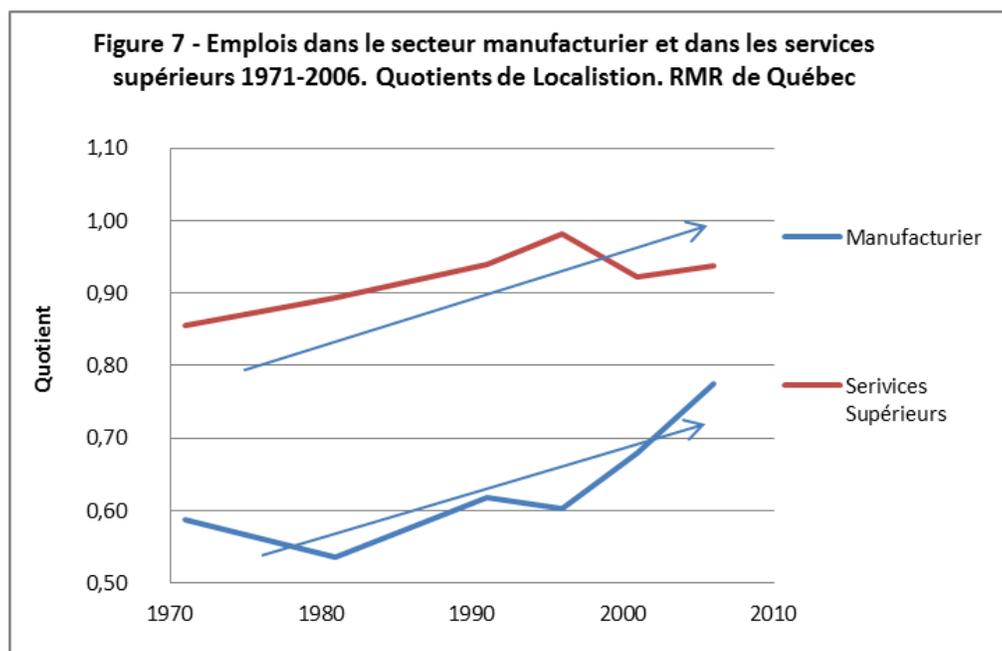
rupture de tendance depuis, pour remonter à 10% en 2006. En nombres absolus, l'emploi manufacturier à Montréal a connu son sommet en 1981, tandis qu'il est en croissance à Québec depuis le milieu des années 1990 (en faisant abstraction l'impact de la récession de 2007-2009). Montréal poursuit sa désindustrialisation tandis que Québec se réindustrialise. Les deux tendances ne sont pas sans lien, comme nous le verrons.



Mais, le renversement le plus marqué se trouve dans le poids de la fonction publique dans l'économie régionale. Nous avons vu que l'emploi dans l'administration publique stagne depuis une trentaine d'années; ce qui se traduit inévitablement par une chute de sa part dans l'économie de la région, passant d'environ 18% en 1971, son sommet, à 11% en 2006. La figure 6 remonte à 1951; soit, avant la grande épopée de la Révolution tranquille (grosso-modo 1960-1970) et la construction de l'État québécois que nous connaissons aujourd'hui. L'image envoyée par la figure 6 est celle d'une phase passagère dans l'économie de Québec. La région est en quelque sorte revenue à la situation d'avant 1960. La ré-industrialisation et la dé-fonctionnairisation (mes excuses du néologisme) de Québec ne sont pas sans lien. Fabrication et fonction publique cohabitent difficilement; surtout au sein d'une économie de taille moyenne comme celle de Québec.

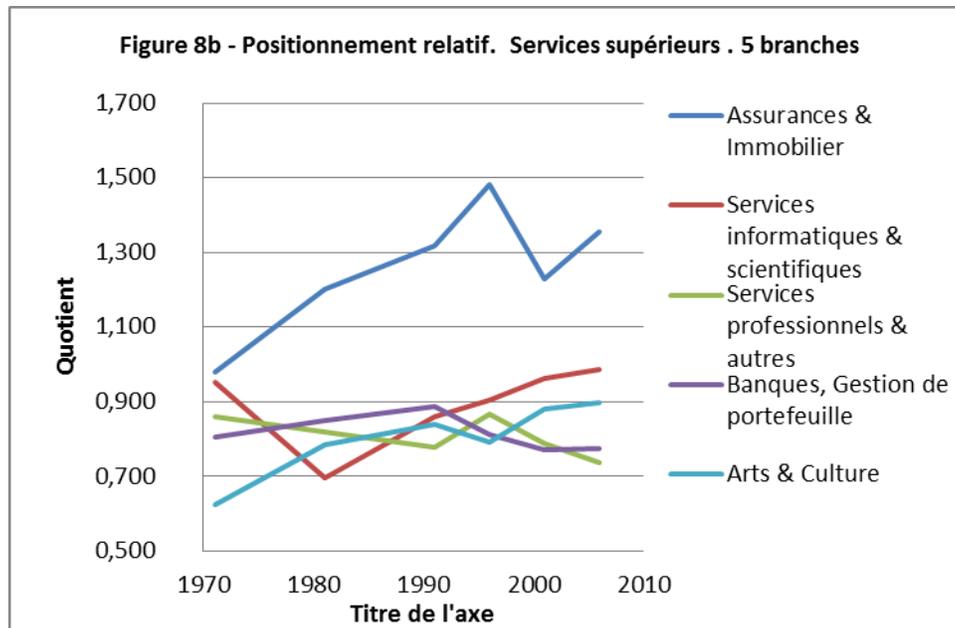
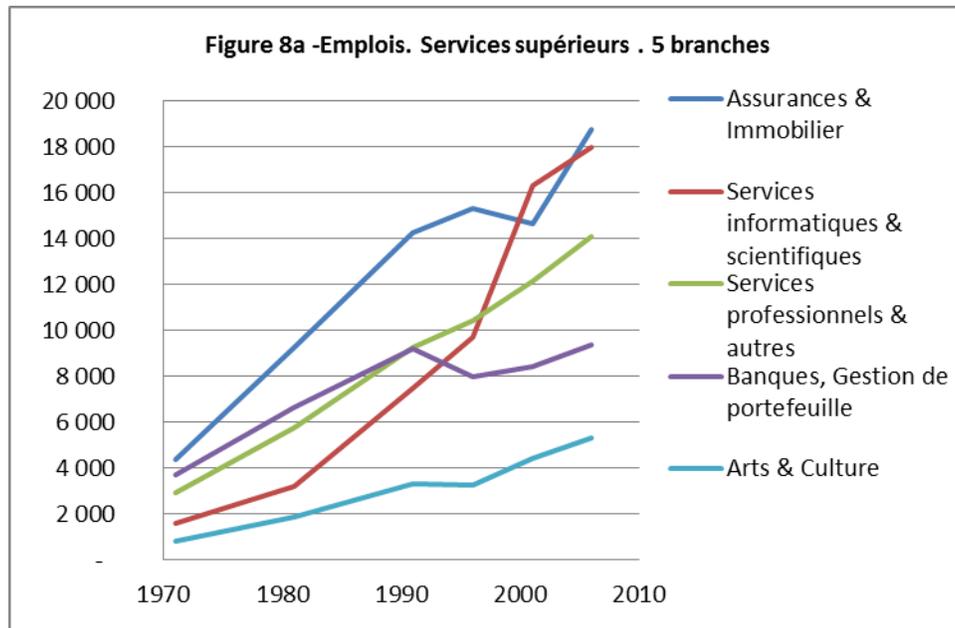
La ré-industrialisation de Québec ne se limite pas au secteur manufacturier. Regardons de plus près l'évolution du positionnement *relatif* de Québec sur divers secteurs d'activité. Pour illustrer le déplacement d'activités économiques (vers ou hors Québec), nous faisons appel à un indice souvent employé en géographie économique, le quotient de localisation, dont la formule se trouve

en annexe. Il permet de comparer la spécialisation économique (d'une région ou ville) dans l'espace et dans le temps. La donnée de base reste l'emploi. L'ensemble du système urbain canadien, le point de référence, prend la valeur 1.00. Ainsi, si une ville, Québec en l'occurrence, affiche un quotient de 1.50 pour industrie  $x$ , cela signifie que le poids de l'industrie  $x$  dans l'économie de la ville (mesuré en termes d'emplois) est de 50% supérieur à la moyenne des villes canadiennes. Par le même biais, le passage dans le temps d'un quotient de 1.10 à un quotient de 1.60 signifie un déplacement (de l'emploi dans l'industrie  $x$ ) vers la ville et, en parallèle, qu'elle est de plus en plus spécialisée dans l'industrie  $x$ , comparée aux autres villes.



La tendance générale pour la période 1971-2006 va dans le sens d'un déplacement des emplois dans le secteur manufacturier et dans les services supérieurs vers la RMR de Québec (figure 7). La région de Québec est, en somme, en train d'améliorer son positionnement *relatif* sur ces deux grands ensembles d'activité économique. La montée pour le secteur manufacturier est particulièrement prononcée depuis le milieu des années 1990. Toutefois, l'indice reste en deçà de 1.00; ce qui signifie que Québec reste toujours moins industrielle que la moyenne des villes canadiennes. Pour les services supérieurs, l'indice est légèrement en deçà de 1.00; ce qui laisse entendre que Québec n'est pas encore arrivée au niveau d'une « vraie » métropole (dont le quotient est typiquement supérieur à 1.00); mais qu'elle s'en rapproche, reflet de son rôle de métropole pour l'Est du Québec. La tendance à la hausse pour les services supérieurs peut alors s'interpréter de deux façons : un renforcement de son rôle de métropole régionale (signe aussi,

par ricochet, du dynamisme de son arrière-pays); une progression dans les services exportés vers des marchés plus lointains. C'est sans doute une combinaison des deux. Regardons de plus près l'évolution de secteurs spécifiques.



Les figures 8 *a* et *b* illustrent, respectivement, l'évolution de l'emploi en nombres absolus et selon l'indice (quotient) de positionnement relatif pour cinq branches d'activité de services supérieurs. En nombres absolus, c'est pour la branche des services informatiques et scientifiques que la hausse est la plus marquée, dont les grandes composantes sont les firmes diverses de conception de logiciels, des sociétés de génie-conseil et des bureaux conseil en gestion et en informatique. En cela, la région suit la tendance générale des économies urbaines développées. Toutefois, la figure 8*b* nous apprend que cette hausse est *aussi* le fruit d'un déplacement d'emplois vers la région depuis 1980. L'autre branche en croissance sur les deux indicateurs est le secteur des assurances (les sociétés d'assurances à proprement parler comptent pour la grande majorité de l'emploi dans cette branche). Pour les assurances, l'indice se trouve au-dessus de 1.00, le reflet d'un « vrai » avantage relatif qui remonte à plus loin, branche dont la zone de desserte dépasse, de toute évidence, les frontières de la région pour couvrir tout le Québec (et possiblement plus loin). Par contre, les haut-et-bas de l'indice rappellent la sensibilité des institutions financières aux cycles économiques.

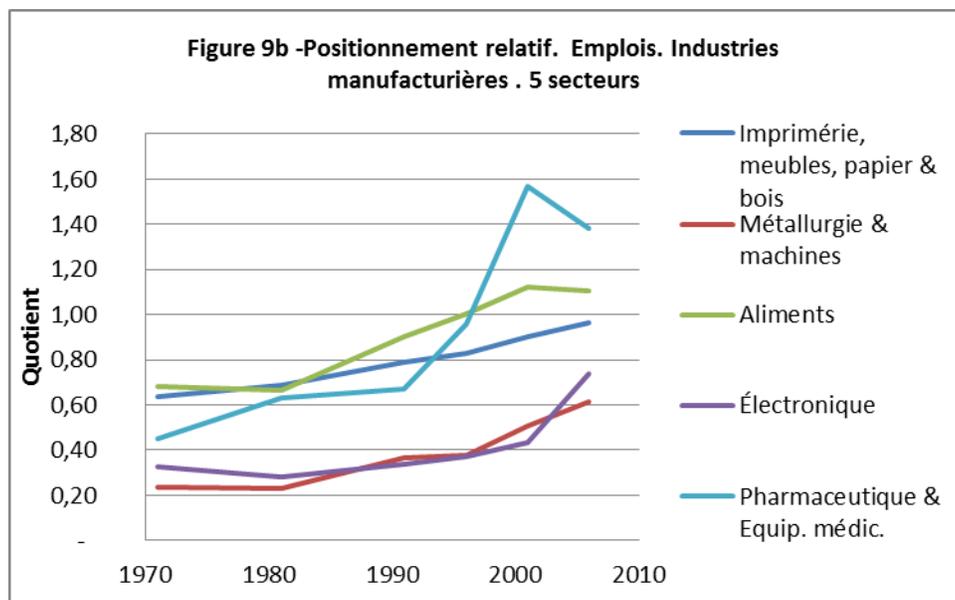
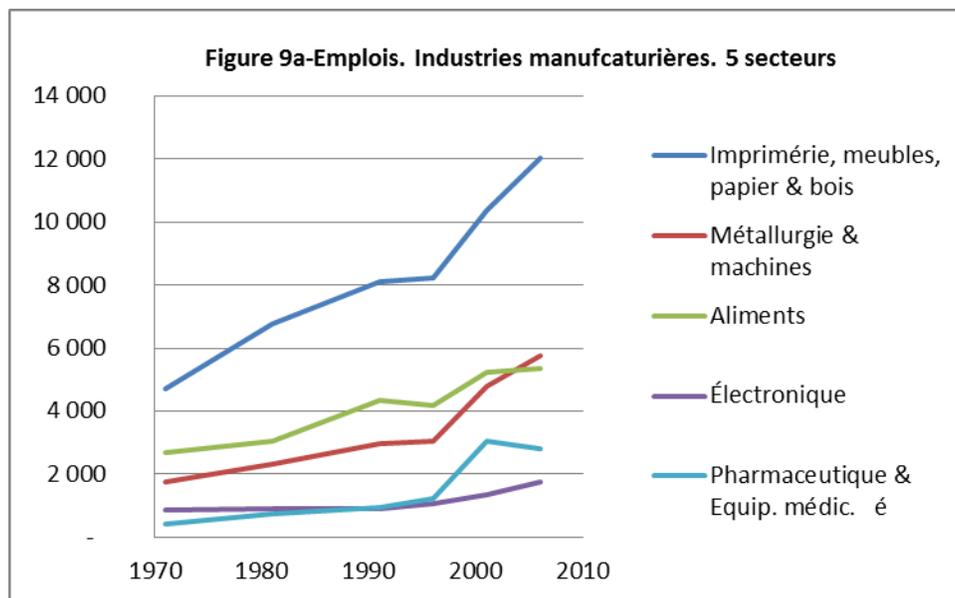
Pour les autres branches s'activité, soit les banques et sociétés assimilées (caisses comprises) et les services professionnels plus traditionnels (bureaux de comptables et d'avocats, notamment), l'indice de positionnement relatif ne bouge guère, tout en restant en deçà de 1.00, le reflet d'activités dont la zone de desserte se limite à la région et son arrière-pays. Ce n'est donc pas là qu'il faut chercher les sources de croissance de l'économie de Québec. La baisse de l'indice pour les banques et sociétés assimilées, accompagnée d'un arrêt dans la croissance de l'emploi depuis 1990, indique, au contraire, que la région est en train de perdre du terrain dans ce secteur, reflet de la tendance globale à la centralisation des services financiers (outre les assurances) dans les plus grande métropoles; en l'occurrence Montréal et (surtout) Toronto. C'est un secret de polichinelle que le Mouvement Desjardins est aujourd'hui autant, sinon plus, une institution montréalaise que lévisienne.

La figure 8*a* reconfirme le poids plutôt modeste des industries culturelles, classe qui se limite ici aux industries culturelles à proprement parler (arts & spectacles, plateaux de tournage et studios de son, musées, radio et télédiffusion). Toutefois, la région est en train, progressivement, de gagner du terrain sur les autres villes canadiennes (figure 9*b*). Si les industries culturelles ne sont pas une source majeure d'emplois, il s'agit néanmoins d'un secteur pour lequel la région affiche un avantage relatif croissant.

En dehors des services supérieurs, le principal service marchand « exportable » pour lequel la région gagne du terrain est le camionnage, qui affiche une évolution analogue à celle des industries culturelles, à la fois en nombres absolus et positionnement relatif<sup>6</sup>. Cette évolution

<sup>6</sup> De 1981 à 2006, l'emploi dans le camionnage est passé de 1,985 à 5,710 et le quotient de localisation de 0.63 à 0.91. Pour les industries culturelles, les données analogues sont 1,887 et 5,315 pour l'emploi et 0,78 et 9.0 pour le quotient.

parallèle de deux branches d'activité très différentes (et sans lien) nous apprend que le succès économique de la région de Québec ne repose pas seulement sur des secteurs associés à l'économie du savoir (ou de la créativité, pour employer des termes à la mode), mais aussi sur la fabrication et des fonctions à priori plus ordinaires, mais pas moins essentielles pour autant. La vigueur du secteur du camionnage est le reflet, du moins en partie, du dynamisme de l'industrie manufacturière de la région, mais aussi des régions environnantes. Passons alors au secteur manufacturier.



Les figures 9a et b identifient cinq groupes industriels en croissance depuis 1971 en termes d'emplois et de positionnement relatif. Les cinq groupes comptaient pour 47% de l'emploi manufacturier de la région en 1971 (53% en 1981), contre 74% en 2006. En nombres absolus, la filière « bois », dont presque la moitié de l'emploi se trouve dans le secteur de l'imprimerie, est de loin la plus importante. Comme pour le secteur de l'alimentation (très diversifié), en deuxième position jusqu'à récemment, sa présence témoigne des liens, en amont et en aval, avec les économies régionales avoisinantes. Des liens inter et intra-industriels jouent sans doute aussi pour les secteurs de l'électronique et de la métallurgie/ machineries, présents aussi dans des villes comme St-Georges-de-Beauce, Montmagny et Victoriaville, parties de ce que Polèse (2009a, b) nomme l'Arche industriel du Québec ou Croissant manufacturier selon Proulx (2006). Il désigne le chapelet de villes du sud-est québécois qui s'étend grosso-modo de St-Jean-sur-Richelieu à l'ouest jusqu'à Rivière-du-Loup à l'est et qui, depuis une quinzaine d'années, fait preuve d'un dynamisme industriel étonnant. L'essor industriel de Québec n'est pas sans lien avec l'essor de l'Arche industriel du Sud-est québécois.

L'essor de cet Arche industriel tient à plusieurs facteurs qu'il n'est pas utile de répéter ici. Toutefois, il est, à l'échelle du Québec, la réplique des tendances « universelles », décrites plus haut. En termes simples, Montréal est devenue trop chère pour des industries qui ont besoin de grands terrains pour opérer et qui, tout en recherchant une main-d'œuvre fiable et bien formée, n'ont pas forcément besoin d'une main-d'œuvre avec des diplômes universitaires. Victoriaville et St-Georges-de-Beauce sont, en somme, des localisations plus propices pour lancer une entreprise de fabrication de portes et châssis, de transformation de produits laitiers, ou encore de fabrication de machines que Montréal. Mais, le même raisonnement peut aussi s'appliquer à la région de Québec aussi. Revenons aux figures 9a et b.

À l'exception de la filière « santé » (pharmaceutique et équipement médicaux), les groupes industriels identifiés sont plutôt des secteurs à moyen contenu technologique, des exemples-type des industries qui délaissent les grandes métropoles pour s'installer dans des villes moyennes, moins chères. Bref, c'est la cherté *relative* de Montréal, la contrepartie de sa tertiairisation accélérée, qui est en partie à l'origine de la ré-industrialisation de Québec. Ce mécanisme des prix, pour emprunter le vocabulaire des économistes, ne se limite pas aux industries manufacturées. Nous avons vu que la croissance des services supérieurs repose en bonne partie sur des services informatiques et scientifiques, dont des boîtes de conception et de développement de logiciels (graphisme informatisé, jeux vidéo, informatique de gestion, etc.). Ribichesi *et al* (2008) constatent une floraison d'établissements de ce type, surtout regroupés dans le Quartier St-Roch. Ils notent que plusieurs, souvent d'origine montréalaise, y ont pris expansion, selon les motifs exprimés par des gestionnaires rencontrés, surtout pour des raisons de coût. Les prix immobiliers, mais aussi les salaires des programmeurs et autres professionnels, sont plus bas qu'à

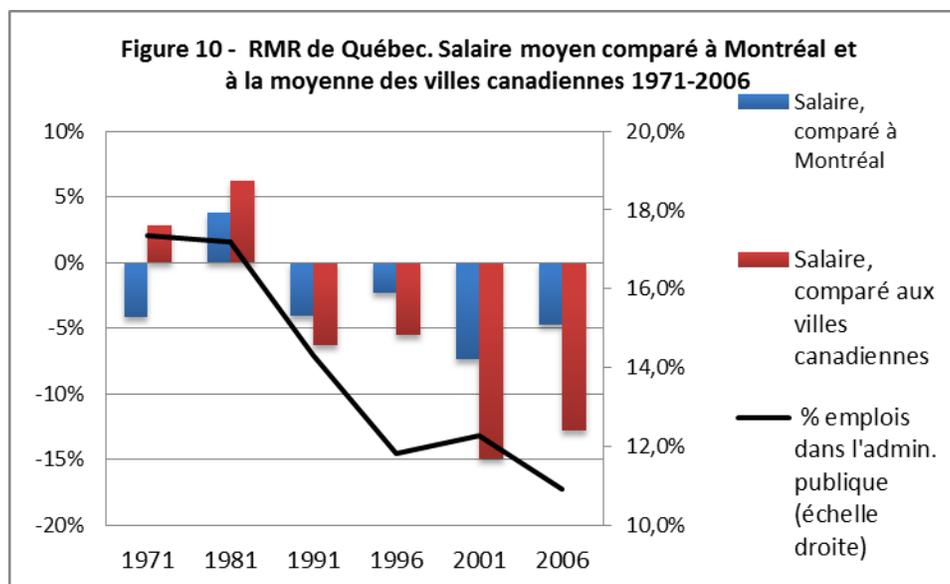
Montréal; si bien qu'il est avantageux de faire faire certaines tâches à Québec. La région possède l'avantage d'un bassin d'ingénieurs et d'informaticiens bien formés, mais disposés, semble-t-il, à accepter des rémunérations plus faibles qu'à Montréal<sup>7</sup> (et forcément plus bas qu'à Toronto, Calgary ou Vancouver).

Dans une optique de coûts *relatifs*, Québec est la seule région urbaine au Québec à pouvoir offrir un tel avantage, avec possiblement l'exception des Sherbrooke (et encore); c'est-à-dire, une ville d'une certaine taille pouvant offrir plusieurs avantages d'une grande métropole, mais sans l'être. En ce sens, l'évolution des économies de Montréal et de Québec sont davantage liées qu'on ne le pense. Les industries à forte intensité en savoir sont encore embryonnaires à Québec, mais elles sont en croissance, aussi bien dans le secteur manufacturier (voir la filière « santé », figure 9b) que dans les services. Là-encore, est difficile à ne pas y voir un lien avec l'évolution des mêmes industries à Montréal.

Résumons, la région de Québec profite depuis quelques années d'une conjonction de tendances qui favorisent son essor économique. La tendance « naturelle » des industries pour qui la grande ville est trop devenue chère (Montréal, en l'occurrence) à se développer ailleurs favorise Québec à deux titres. D'abord, elle alimente l'essor industriel des villes moyennes de son aire d'influence. La Beauce, les Bois-Francs, la Côte-du-Sud et même le Bas-St-Laurent affichent depuis quelques années un dynamisme nouveaux qui, à son tour, stimule la croissance de Québec comme métropole régionale de services, mais la rend aussi plus intéressante pour le développement de filières industrielles en relation avec celles des villes avoisinantes. Deuxièmement, elle favorise le développement à Québec d'activités (manufacturières et tertiaires) à la recherche d'un milieu métropolitain, mais moins cher que Montréal et Toronto.

---

<sup>7</sup> Nous ne parlons pas des avantages fiscaux accordés aux entreprises dans le cadre des Centres de la nouvelle économie (CNÉ) subventionnés par l'État québécois, car ils s'appliquent aussi à Montréal. Il ne s'agit donc pas d'un avantage *relatif* de la région de Québec.



## COÛTS RELATIFS ET DE-FONCTIONNARISATION

L'argumentation que nous venons de faire repose surtout sur une logique économique de coûts relatifs. Il nous manque une dernière pièce au dossier, qui nous permettra aussi de fermer la boucle avec la de-fonctionnarisation de Québec. La figure 10 juxtapose deux informations parallèles pour la RMR de Québec: l'évolution du revenu moyenne d'emploi par travailleur (les salaires, en termes simples) et l'évolution du part des emplois dans la l'administration publique (soit, la partie post-1971 de la figure 6). Les salaires sont transformés en indices afin de comparer les niveaux à Québec avec ceux de la RMR de Montréal et avec la moyenne des villes canadiennes. Ainsi, les salaires à Québec en 1971 étaient 3% plus élevés que la moyenne urbaine canadienne (échelle de gauche), mais 4% en deçà de la moyenne montréalaise (échelle de droite).

Pour interpréter les résultats, il est utile de revenir sur des événements qui ont marqué l'histoire récente du Québec. À première vue, le renversement de position entre Québec et Montréal de 1971 à 1981 peut paraître bizarre. Pourquoi tout-à-coup les Québécois gagneraient-ils plus chers que les Montréalais? L'explication de ce renversement temporaire se trouve dans deux événements parallèles : 1) la poursuite à Québec de la construction de l'État québécois, dans la lancée de la Révolution tranquille; 2) l'exode de Montréal de travailleurs bien rémunérés, surtout anglophones, suite à la Crise d'octobre de 1970 et la prise du pouvoir du PQ en 1976. Le premier a eu pour effet de faire monter les salaires à Québec (voir le rapport avec la moyenne canadienne) et le deuxième de les faire baisser (en termes relatifs toujours) à Montréal. La tendance change

après 1981. Le poids de la fonction publique dans l'emploi local commence sa descente. Le niveau de salaire à Québec se retrouve maintenant en bas des moyennes montréalaises et canadiennes.

L'écart salarial se creuse à partir de 1995. Les salaires (toujours en termes relatifs) tombent à 15% en dessous de la moyenne urbaine canadienne. C'est l'époque du « déficit zéro » du Gouvernement de Lucien Bouchard, qui se traduit par des coupures budgétaires, dont dans la rémunération des employés du secteur public (non pas seulement dans la fonction publique comme telle, mais aussi dans d'autres secteurs comme la santé et l'éducation. L'auteur de ces lignes a lui-même goûté à la médecine). Le recul du secteur public dans l'économie de la région s'est, en somme, fait en deux étapes; d'abord à partir des années 1980 avec la fin de la construction de l'État québécois, arrivé à maturité, et ensuite dans les années 1990 par la nécessité d'assainir les finances de l'État.

Il n'est pas difficile de faire le lien entre le recul de la fonction publique et la baisse des salaires *relatifs* et, par ricochet, avec la croissance de l'emploi dans le secteur privé. Le raisonnement est tout-à-fait classique, et n'étonnera aucun économiste. Un État trop présent dans l'économie locale aura pour effet de chasser d'autres activités; appelé aussi *crowding out effect*, pour employer le terme technique anglais. L'effet (négatif) sur l'économie locale sera amplifié si les salaires payés par le secteur public sont supérieurs aux conditions « objectives » du marché; c'est-à-dire, supérieurs à ce que la productivité réelle de la région aurait autorisé. C'est une règle de base en géographie économique que, à l'intérieur d'une même nation, la productivité et donc aussi les salaires varient en fonction de la taille des villes. Les salaires sont en moyenne plus élevés à Montréal qu'à Sherbrooke et plus élevés à Toronto qu'à Montréal. Dans une région dominée par une seule industrie, l'État en l'occurrence, c'est elle qui fixera les attentes de la population en termes de conditions de travail. Lorsque l'étalon salarial du secteur public est trop élevé, le résultat est un marché de travail tronqué dans lequel les attentes des travailleurs (potentiels) sont supérieures à ce que des employeurs privés (potentiels) peuvent payer; à savoir, s'ils doivent rester concurrentiels face à des compétiteurs dans d'autres régions. Le résultat final : une région à croissance lente<sup>8</sup> avec un secteur privé (exportateur) tronqué et des taux de chômage élevés.

Le recul de l'État dans l'économie locale aurait donc permis à la région de Québec de retrouver un marché de travail « normal », mieux équilibré entre secteurs d'emplois, où les salaires sont le reflet « juste » de son avantage compétitif. Il s'agit là, j'en conviens, d'un raisonnement qu'on peut qualifier de droite, d'où mon choix de l'adjectif *classique* dans la deuxième phrase du paragraphe précédent. C'est effectivement une explication classique (ou néoclassique, si l'on préfère), mais qui ne colle pas moins aux données présentées. Je n'en vois par d'autres pour

---

<sup>8</sup> À moins, bien entendu, que l'État ne poursuive sa croissance comme employeur.

expliquer le succès économique étonnant de la région de Québec depuis une quinzaine d'années. D'autres facteurs ont aussi joué, dont le dynamisme économique des régions voisines. Mieux vaut être la métropole d'une région en croissance que d'une région en déclin. Mais, c'est dans la « normalisation » du marché de travail local que se trouve la principale clé du mystère, sans laquelle elle n'aurait pas pu tirer profit des tendances plus générales qui favorisent aujourd'hui sa croissance.

## À PROPOS DE LANGUE

Pour faire le lien avec l'autre mystère de Québec, évoqué en introduction, nous devons ajouter une autre pièce au dossier, davantage sociale : l'évolution sociolinguistique de la région de Québec. Les faits sont bien connus, mais il est néanmoins utile de les rappeler. Pour ne pas charger davantage le cœur du texte, les deux figures (A et B) qui accompagnent cette section sont mises en annexe. Je ne suis point le premier à faire le lien entre l'absence de menace linguistique à Québec et l'absence de ferveur souverainiste; presque tous acteurs cités en introduction le font. Mais cela laisse de côté deux questions. Pourquoi cette absence de ferveur souverainiste maintenant et non pas avant? Pourquoi cette absence va-t-elle de pair avec une préférence pour « la droite »?

Commençons par l'aspect temporel. Je ne prononcerai pas sur l'évolution linguistique de la région de Montréal, l'objet de multiples polémiques, précisément parce-que un certain sentiment d'insécurité linguistique y règne *toujours*. Et c'est bien là la différence. Les données sont irréfutables; à Québec la bataille est gagnée, terminée, close. L'anglais est, à toutes fins pratiques, disparu de la carte de Québec. Au recensement de 2006, 1,5% de la population de la région était de langue maternelle anglaise et un pourcentage analogue avait l'anglais comme langue de travail (figures A et B). Il est peu probable que le recensement de 2011 donne un portrait différent.

Il n'a pas toujours été ainsi. Le lecteur me pardonnera mes références personnelles; mais je suis assez vieux pour me rappeler d'une époque où l'anglais, ou plutôt les Anglais, occupaient encore une certaine place à Québec. Dans années 1960, étudiant à l'Université Laval, j'ai connu des Anglais de Québec qui ne parlaient pas français, espèce aujourd'hui quasi-disparu. Mais ce qui me frappait davantage était la place que la petite élite anglophone occupait dans l'économie de la région. Les grandes familles sont bien connues, les Simmons, Price, etc. Plus terre-à-terre, je me souviens lorsque la Traverse de Lévis (où travaillait mon beau-père) s'appelait *Quebec Ferry Ltd*, et dont le patron était un certain Mr Armstrong. Dans les années 1960, les monologues d'Yvon Deschamps sur le bon « boss » anglais ne sonnaient pas forcément plus faux à Québec qu'à Montréal. C'est une époque révolue. L'élite économique de la région est aujourd'hui résolument

francophone, à laquelle la vieille élite anglophone s'est, de toute évidence, bien intégrée. Le dernier quotidien anglophone, le *Quebec Chronicle-Telegraph*, est disparu en 1972, devenu hebdomadaire, et le dernier poste autonome de radio anglophone a fermé ses portes peu après.

Le même scénario s'est reproduit, avec des variantes locales, dans des villes et villages autour de Québec. Les « shops » et les leurs contremaîtres et managers anglais sont disparus du paysage. Les petites élites locales anglophones, là où il en existait, sont parties ou assimilées. Une classe d'affaires francophone existait, mais elle était plutôt discrète. Aujourd'hui, qu'on pense à la Beauce ou autres exemples, l'image projetée est presque le contraire : une classe d'affaires agressive, francophone, qui n'a plus rien à envier aux chefs-d'entreprise américains et canadiens-anglais. Les relations de Québec avec son hinterland ne sont pas seulement économiques. Postes de radio, journaux, réseaux formels et informels, liens de parenté et d'amitié, sont autant d'éléments qui relient l'ensemble du territoire et, à leur tour, façonnent les perceptions et les opinions. Les modèles d'autorité et de succès sont aujourd'hui issus du même terroir; les discours contre la domination par « l'autre » - classe et nation fondus – n'ont plus de résonance.

### **CONCLUSION : LA RENCONTRE DES DEUX MYSTÈRES**

La table est maintenant mise par la rencontre des deux « mystères » politiques et économiques. Dire que les conditions économiques influencent les comportements électoraux n'est pas nouveau. Sur ce plan, nous rejoignons Gagné et Langlois (2005) et Langlois (2007) qui regardent l'évolution du marché du travail à Québec, en insistant sur le caractère « classe moyenne » de sa population comme élément d'explication de son penchant pour la droite de l'échiquier politique. Or, il y a plus. À notre avis, c'est le succès économique de Québec depuis une quinzaine d'années, notamment à assurer le plein emploi, qui explique aussi les choix politiques des électeurs. En ce sens, nous nous trouvons à l'opposé des commentateurs comme Lamontagne (2011), Pelletier (2006) et Vaugeois (2007), qui y voient surtout une vote de protestation (Pelletier parle de « syndrome de la région abandonnée »), un genre de ras-le-bol typique des révoltes populistes. À notre avis, les racines des choix des électeurs de Québec sont plus profondes.

Le portrait que nous venons de tracer de l'évolution économique de Québec n'est pas celui, typiquement, d'une région qui vote à gauche. C'est plutôt rare qu'une région en croissance avec un marché de travail dynamique vote à gauche. Chômage bas et partis de gauche font mauvais ménage. Peut-être faudra-t-il attendre que les choses aillent mal (ce qui n'est pas impossible) pour que des partis de gauche puissent y planter leurs drapeaux plus solidement? Entre-temps, l'électorat pourra de temps en temps virer à gauche, comme aux élections fédérales de 2011 (était-ce vraiment un vote de gauche?), mais tant et aussi longtemps que le marché de travail reste dynamique, la région de Québec ne sera pas un terreau fertile pour des idées de gauche.

Nous avons aussi vu que le profil du marché du travail a changé. La fonction publique n'est plus le secteur dominant et ne donne plus le ton. Les activités les plus dynamiques se trouvent du côté privé : dans les services marchands (entreprises informatiques et finances, notamment) et dans le secteur manufacturier. Québec est en train de se réindustrialiser. Cette nouvelle base économique, ne repose pas d'abord, nous l'avons dit, sur un avantage de savoir ou de créativité artistique, mais sur un avantage de coût (comparé à Montréal, notamment). À la différence de Montréal, le secteur manufacturier est en croissance à Québec et dans sa région. Cela ne signifie pas que le savoir et la créativité ne sont pas au rendez-vous (des secteurs à haut technologie sont en train d'émerger); mais, le succès de la région à créer des emplois repose en bonne partie sur des secteurs à moyenne technologie ou, si l'on préfère, sur des activités de création qui n'ont pas forcément besoin d'un cadre grande-métropole pour réussir. Les ouvriers qui y travaillent dans ces secteurs ne sont pas des clientèles typiques des partis de gauche. Nous sommes loin du Plateau-Montréal et de sa colonie d'artistes et de professionnels travaillant dans le secteur public (ou subventionné par lui). C'est un peu réducteur, j'en conviens; mais il reste que le profil de la population active de Québec s'éloigne des clientèles naturelles des partis de gauche, traditionnellement proches du milieu artistique et du secteur public.

Nous avons aussi parlé des relations entre Québec et les régions qui l'entourent qui, elles aussi, ont connu des transformations. La ré-industrialisation de Québec n'est pas sans lien avec l'essor de l'Arche industriel (ou Croissant manufacturier) du Sud-est-québécois. La transformation, en parallèle, des classes d'affaires locales, aujourd'hui totalement francophones (ou presque), bien présentes comme modèles et faiseurs d'opinion, ne contribue guère à cultiver des mentalités de gauche; du moins, tant que le succès en affaires reste une valeur positive (nourrie par des succès). La disparition du paysage (ou presque) des « boss » anglais n'aide pas non plus à faire avancer des idées de gauche; la lutte des classes est plus facile à alimenter lorsque les patrons sont aussi les « autres ».

Ce qui m'amène à l'absence de ferveur souverainiste. Le mouvement souverainiste, pour des raisons qui dépassent cette analyse, a glissé à gauche. Dans la perception de beaucoup de Québécois, il s'agit aujourd'hui d'un mouvement de gauche, à tel point que les deux se confondent. Les souverainistes, le Parti Québécois au premier plan, s'affrontent en somme à deux obstacles parallèles à Québec et sa grande région : 1) la perception d'être un parti de gauche pour une clientèle qui ne l'est pas spontanément; 2) la perception d'être le parti d'une cause (linguistique et identitaire) qui n'a pas vraiment de lien avec le vécu quotidien des gens. Ajoutons maintenant à cela la perception que le PQ, et Solidarité Québec encore plus, sont des « patentes » d'intellectuels de Montréal et vous avez un cocktail particulièrement difficile à vendre à Québec, et en dehors de Montréal en général. Pour Blondin (2007), voter contre le PQ et contre la

souveraineté est aussi un geste identitaire : un pieds-de-nez à Montréal pour affirmer la différence régionale. Peu importe le poids qu'on veuille donner aux différentes éléments d'explication, dont le mien, c'est un mélange qui ne facilite pas la tâche des souverainistes<sup>9</sup>.

Revenons au miracle économique de Québec. J'aime bien l'idée lancée par Langlois (2007) qui conclue que les courants d'opinion et d'idées présents à Québec sont, au fond, l'expression de courants présents au sein de toute la société (francophone) québécoise, mais occultés en quelque sorte par les défis particuliers (linguistiques et identitaires) de la région montréalaise. Ce qui se passe à Québec serait alors le signal de courants plus généralisés. Depuis quelque temps, toutes les économies régionales du Québec se portent plutôt bien, même les régions traditionnellement défavorisées comme la Gaspésie<sup>10</sup>. À l'extérieur de Montréal, l'anglais est partout en voie de disparition<sup>11</sup>, à quelques exceptions près. Certes, personne ne peut prévoir l'avenir. Mais, faisons l'hypothèse optimiste que le Québec poursuit son évolution comme société généralement prospère (ce qui n'empêche pas l'existence de multiples problèmes). L'avenir nous dira si économie prospère (sans menace linguistique) et ferveur souverainiste (avec une touche gauchisante) peuvent cohabiter longtemps. L'expérience de Québec nous apprend que la réponse n'est pas évidente.

---

<sup>9</sup> Pour ce qui est spécifiquement la ville de Québec, Langlois (2007) ajoute un autre élément. Québec est déjà une ville capitale avec les symboles d'un pays indépendant. Elle est la capitale *nationale* avec une assemblée *nationale* et de multiples institutions, dont la mienne, qui portent l'adjectif *national*; si bien que le côté identitaire et symbolique du projet souverainiste y trouve moins de résonance. Les mots ont leur importance. Je suis tenté d'appeler ceci l'effet boummerang - du moins pour les souverainistes - de la sur-utilisation du mot « national ».

<sup>10</sup> Au moment de la rédaction de ce texte, le taux de chômage en Gaspésie- Les-Îles était 11,6%, un bas historique.

<sup>11</sup> Deux exemples : la part des Anglais (langue maternelle) dans la population totale était proche de 20% à Sherbrooke en 1941, pour tomber à 11% en 1961 et 4% en 2006. Les pourcentages équivalons pour Drummondville sont 9%, 4% et 1%.

## BIBLIOGRAPHIE

- BLONDIN, Denis. 2007. « Une clé pour résoudre l'énigme de Québec », *Le Devoir*, le 29 mars 2007 : [www.vigile.net/Une-cle-pour-resoudre-l-enigme](http://www.vigile.net/Une-cle-pour-resoudre-l-enigme).
- DESMET, Klaus et Marcel FAFCHAMPS. 2005. « Changes in the spatial concentration of employment across US counties: a sectoral analysis: 1972-2000 », *Journal of Economic Geography*, 5 : 261-284.
- EPA. 2011. *Revue chronologique de la population active - 2010*, Statistique Canada (format CD) Cat. 71F0004XCB.
- HENDERSON, Vernon. 1997. « Medium sized cities », *Regional Science and Urban Economics*, no 27, pp. 583-612
- HENDERSON, Vernon, Zmarak SHALIZI, et Anthony J. VENABLES. 2001. « Geography and development », *Journal of Economic Geography*, 1 : 81-205
- INGRAM, Gregory. 1988. « Patterns of Metropolitan Development: What Have we Learned », *Urban Studies*, 35 (7) : 1019-1035
- GAGNÉ, Gilles et Simon LANGLOIS. 2005. « L'énigme de la région de Québec », *Annuaire du Québec 2006*, Fides, Montréal : 452-55.
- GAIGNÉ, Carl, Virginie PIGUET et Bertrand SCHMITT. 2005. « Évolution récente de l'emploi industriel dans les pays territoires ruraux et urbains : une analyse structurelle-géographique sur des données françaises », *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, 1 : 3-30.
- LAMONTAGNE, Christian. 2011. « Le mystère de Québec : trois clés et une proposition » *Tribune libre de Vigile*, 28 février 2011 : [www.vigile.net/Le-mystere-de-Quebec-trois-cles-et](http://www.vigile.net/Le-mystere-de-Quebec-trois-cles-et)
- LANGLOIS, Simon. 2007. 'Le mystère de Québec' dans « Sociologie de la Ville de Québec », *Les cahiers des dix*, N° 61 : 211-213.
- LESSARD, Denis. 2008. « Le 'mystère de Québec' en voie d'être résolu », *La Presse*, le 11 octobre 2008 : [www.cyberpresse.ca/actualites/elections-federales/tour-du-canada/quebec/200810/11/01-28624-le-mystere-de-quebec-en-voie-detre-resolu.php](http://www.cyberpresse.ca/actualites/elections-federales/tour-du-canada/quebec/200810/11/01-28624-le-mystere-de-quebec-en-voie-detre-resolu.php)
- PELLETIER, Réjean. 2006. « Élection fédérales – L'énigme de Québec décortiqué », *Le Devoir*, le 28 janvier 2006 : <http://ip-70-38-27-14.static.privatedns.com/non-classe/100751/elections-federales-l-enigme-de-quebec-decortiquee>
- POLÈSE, Mario. 2009. Montréal économique : de 1930 à nos jours. Récit d'une transition inachevée, 2009. Inédit N° 2009-06. Centre - Urbanisation Culture Société de l'INRS : [www.ucs.inrs.ca/sites/default/files/centre\\_ucs/pdf/inedit2009\\_06.pdf](http://www.ucs.inrs.ca/sites/default/files/centre_ucs/pdf/inedit2009_06.pdf)
- POLÈSE, Mario. 2009a. « Les nouvelles dynamiques spatiales de l'économie québécoise : cinq tendances », *Recherches sociographiques*, Vol. L, no. 1, 2009 : 11-40.
- POLÈSE, Mario. 2009b. « Vers un nouvel équilibre régional? La force industrielle des villes moyennes du sud-est québécois et l'essor des économies résidentielles non-métropolitaines » *Panorama des régions du Québec*, Institut de la Statistique du Québec, édition 2009 : [www.stat.gouv.qc.ca/publications/regions/PDF/panorama2009.pdf](http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/regions/PDF/panorama2009.pdf)
- POLÈSE, Mario et Richard SHEARMUR. 2009. *Économie urbaine et régionale : introduction à la géographie économique*, 3<sup>e</sup> édition, Economica, Paris, 2009.

PROULX, Marc-Urbain. 2006. « La mouvance contemporaine des territoires : la logique spatiale de l'économie du Québec » *Recherche sociographiques*, Vol. XLVII, No.3 : 475-502; numéro spécial le développement territorial sous la direction de Bruno JEAN.

RIBICHESI, Christophe., Mario POLÈSE et Richard SHEARMUR. 2008. *L'économie du savoir dans la ville de Québec : revue de littérature et analyses empiriques*, Étude réalisée pour la Ville de Québec: [www.uqs.inrs.ca/pdf/EconomieDuSavoir.pdf](http://www.uqs.inrs.ca/pdf/EconomieDuSavoir.pdf)

VAUGEOIS, Denis. 2007. « Le mystère de Québec pour les nuls », *Le Devoir*, 5 avril 2007 : [www.vigile.net/Le-mystere-de-Quebec-pour-les-nuls](http://www.vigile.net/Le-mystere-de-Quebec-pour-les-nuls)

## ANNEXE 1 : CALCUL DU QUOTIENT DE LOCALISATION

$$LQ_{ij} = \frac{e_{ij}/e_j}{E_i/E}$$

Où  $LQ_{ij}$  = quotient de localisation pour l'emploi dans l'industrie  $i$  dans la ville  $j$

$e_{ij}$  = emploi dans l'industrie  $i$  dans la ville  $j$

$e_j$  = emploi total dans la ville  $j$

$E_i$  = emploi total dans l'industrie  $i$  pour l'ensemble du système urbain canadien.

$E$  = emploi total pour l'ensemble du système urbain canadien.



## ANNEXE 2 : TABLEAU A ET B

